

Arrêté n° PCICP2026044-0001

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions applicables à la société  
ASSA ABLOY FRANCE située sur le territoire de la commune de SAINTE-SAVINE

---  
Le préfet de l'Aube,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

**VU** le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 concernant les prescriptions générales relatives aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 07-1336 du 11 avril 2007 d'autorisation de la société VACHETTE SA (devenue ASSA ABLOY AUBE ANJOU) pour l'exploitation de son installation située à SAINTE-SAVINE ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2015119-0006 du 29 avril 2015 portant la mise à jour des rubriques ICPE de la société ASSA ABLOY AUBE ANJOU ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le courrier du 21 juin 2019 informant du changement de nom de la société ASSA ABBLOY AUBE ANJOU en ASSA ABLOY FRANCE ;

**VU** le porter-à-connaissance du 3 octobre 2025 relatif au remplacement du four de décapage thermique pour une machine de décapage chimique ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 11 décembre 2025 établi à la suite de la visite d'inspection du 6 novembre 2025 ;

**VU** le courrier recommandé du 15 décembre 2025 avec accusé de réception du 19 décembre 2025 transmettant le rapport susvisé à la société ASSA ABLOY FRANCE et lui laissant un délai de 15 jours

pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté complémentaire à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) ;

**VU** l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 57 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 précise que dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite prescrit des valeurs limites journalières ;

**CONSIDÉRANT** que le porter-à-connaissance de l'exploitant, transmis par courriel le 3 octobre 2025, ne propose pas de suivi de rejets atmosphériques ou de nouvelle étude du risque sanitaire ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications apportées par l'exploitant sur ses installations sont non substantielles ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, toutefois, de mettre à jour les activités exploitées et les conditions d'encadrement des équipements de la société ASSA ABLOY FRANCE en cohérence avec les modifications apportées ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

*« [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;*

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRE

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations implantées Impasse Léon Lecornu à SAINTE-SAVINE (10300) et exploitées par la société ASSA ABLOY FRANCE, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

### ARTICLE 2 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-1336 du 11 avril 2007 modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2015119-0006 du 29 avril 2015 est modifié et rédigé comme suit : « Les installations exploitées ainsi que les activités exercées sur ce site identifiées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont listées dans le tableau ci-dessous » :

Rubrique		Régime <sup>(1)</sup>	Observations
N°	Intitulé		
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement de surfaces (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique,...) (métaux, matières plastiques,...) par voie électrolytique ou chimique, par un procédé utilisant des liquides sans mise en œuvre de cadmium, le volume des cuves étant supérieur à 1 500 litres	E	Dégraissant phosphatant : 9000 litres 1 machine fonctionnant à l'eau chaude uniquement : 400 litres 1 machine fonctionnant au dégraissant lessiviel : 400 litres 3 fontaines de 60 litres utilisant des produits lessiviels : 180 litres 1 machine de décapage à la soude : 1300 litres  soit un volume total de 11 280 litres
2560-B-1	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1000 kW	E	Puissance totale installée des machines concourant au travail mécanique des métaux : 1135 kW
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu des métaux alliages	DC	Utilisation d'un four dans l'atelier outillage
2575	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques,... sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	D	Puissance installée maximale : 33,5 kW
2910-A2	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, ...de la biomasse, la puissance thermique de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	DC	59 aérothermes pour le chauffage des ateliers : 2375 kW 1 dispositif de chauffage du bain de dégraissage de la chaîne de peinture : 406 kW 1 étuve de séchage associée à la chaîne de peinture : 290 kW 1 four de polymérisation associé à la chaîne de peinture : 464 kW  soit une puissance totale de 3 535 kW
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	D	Puissance maximale de 188 kW
2940-2b	Application, cuisson ou séchage de peinture, vernis, colle, sur support quelconque (bois, métal, ...), lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant supérieure à 10 kg/jour mais inférieure ou	DC	Application d'un vernis à eau : 1 kg/jour Application de colle pour les cartons destinés aux expéditions : 20 kg./jour  soit une quantité maximale de 21 kg/jour

	égale à 100 kg/jour		
2940-3b	Application, cuisson ou séchage de peinture, vernis, colle, sur support quelconque (bois, métal, ...), lorsque les produits mis en œuvre sont des résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant supérieure à 20 kg/jour mais inférieure ou égale à 200 kg/jour	DC	Application de peinture à base de résines organiques (poudre) : 75 kg/jour

(1) : les régimes définis sont :

A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration

DC : Déclaration soumise à contrôle périodique (article L. 512-11 du code de l'environnement), sans objet dans le cas d'un site soumis à autorisation

### ARTICLE 3 : BILAN DE CONFORMITÉ À L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 9 AVRIL 2019

La nouvelle installation est encadrée par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant réalise dans un délai de 9 mois un bilan de conformité de son installation par rapport à l'ensemble des prescriptions visées par cet arrêté ministériel.

### ARTICLE 4 : REJETS ATMOSPHÉRIQUES

#### ARTICLE 4.1 : CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉE

L'article 3.2.2.1 « Conduits et installations raccordée » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-1336 du 11 avril 2007 modifié partiellement par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2015119-0006 du 29 avril 2015 est remplacé comme suit :

#### *Article 3.2.2.1 Conduits et installations raccordée*

N° conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	combustible
1	Bains de traitement de surface (dégraissant phosphatant)	Cuve 9000 litres	-
2	Dispositif de chauffage du bain de dégraissage	464 kW	Gaz naturel
3	Étuve de séchage du traitement de surface	232 kW	Gaz naturel
4	<i>supprimé</i>		
5	Vernissage des petites pièces	Aérosols non captés par le rideau d'eau	-
6	<i>supprimé</i>		
7	<i>supprimé</i>		
8	Étuve de polymérisation	Fonctionnement à 200°C	Gaz naturel
9	Électro-érosion	-	-
10	Aspiration sèche ('Torit Donald Son')	-	-
11	Aspiration humide ('Deltol')	-	-
12	Machine de décapage chimique	Cuve 1300 litres	-

## **ARTICLE 4.2 : VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES**

L'alinéa 1 de l'article 3.2.2.2 « Conditions générales de rejet » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-1336 du 11 avril 2007 modifié partiellement par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2015119-0006 du 29 avril 2015 est remplacé comme suit :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). »

Le tableau des valeurs limites des autres équipements ne sont pas modifiés.

## **ARTICLE 5 : LA MACHINE DE DÉCAPAGE CHIMIQUE**

### **ARTICLE 5.1 : REJETS A L'ATMOSPHÈRE**

Les modalités de rejets atmosphériques de l'équipement sont encadrés par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé.

### **ARTICLE 5.2 : ÉMISSIONS DANS L'AIR**

#### **5.2.1. Valeurs limites d'émission de l'équipement**

Les concentrations moyennes journalières sont encadrées par l'article 57 de l'arrêté du 9 avril 2019 et rappelées ci-dessous :

<b>POLLUANT</b>	<b>REJET DIRECT (en mg/m<sup>3</sup>)</b>
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	200
SO <sub>2</sub>	100
NH <sub>3</sub>	30

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

#### **5.2.2. Retour d'expérience de l'installation**

L'exploitant réalise sous 3 mois après la signature du présent arrêté une première campagne de mesures des rejets atmosphériques. À la réception des résultats de la campagne de mesures, l'exploitant réalise avec son fournisseur un retour d'expérience sur les résultats obtenus compte tenu des conditions de fonctionnement de l'équipement. Ce bilan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 5.2.3. Rétention de l'équipement

La rétention de l'équipement est un système passif capable de recevoir l'ensemble du volume impliqué dans le fonctionnement de l'installation.

### 5.2.4. Conduite de l'équipement

L'exploitant réalise une procédure précisant la périodicité de vérification du bon état des rétentions et les opérations de nettoyages associées en cas de présence d'égouttures.

L'exploitant réalise une procédure visant le fonctionnement de la purge et les opérations associées à l'équipement. Cette dernière précise l'utilisation de la cuve de 1000 Litres associée aux capacités de sa rétention, mais également les procédures de contrôle de leurs remplissages et la gestion de la consigne associée.

## ARTICLE 6 : AUTOSURVEILLANCE

L'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 07-1336A du 11 avril 2007 d'autorisation est remplacé comme suit : « Les mesures portent sur les rejets suivants et seront réalisées selon la méthode normalisée correspondant aux différents paramètres » :

Paramètre	Conduits					
	1	2	3	5	8	12
Acidité (H+)	Annuel		Triennal			Annuel
HF en F	Annuel					Annuel
Alcalins (OH-)	Annuel					Annuel
Nox (en équivalent NO2)	Annuel	Triennal	Triennal		Triennal	Annuel
Poussières totales		Triennal	Triennal		Triennal	
Sox (en équivalents SO2)		Triennal	Triennal		Triennal	Annuel
COV non méthaniques (en carbone total)			Triennal	Triennal	Triennal	
Chrome total						Annuel
Chrome VI						Annuel
Ni						Annuel
CN						Annuel
NH <sub>3</sub>						Annuel

## ARTICLE 7 : FOUR DE DÉCAPAGE THERMIQUE

### ARTICLE 7.1 : DÉLAIS D'ARRÊT DE L'ACTIVITÉ LIÉE AU FOUR DE DÉCAPAGE

L'exploitant cesse l'utilisation de son four dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté. Durant cette période d'utilisation, les valeurs limites d'émission sont précisées à l'article 3.2.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 07-1336 du 11 avril 2007.

L'exploitant réalise la cessation du four de décapage thermique et la mise en sécurité des utilités dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 7.2 : SUIVI DE L'ÉQUIPEMENT**

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un registre de suivi du fonctionnement de l'appareil.

## **ARTICLE 8 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société ASSA ABLOY FRANCE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINTE-SAVINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis sera affiché par le maire de la commune de SAINTE-SAVINE, en mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture du département de l'Aube – pôle de la coordination interministérielle et de la concertation publique.

## **ARTICLE 9 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de SAINTE-SAVINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **13 FEV. 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Franck DORGE

### **Délais et voies de recours :**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.